



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 18 MAI 2022
GEMEENTERAAD VAN 18 MEI 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Khalil Boufraquech, Mohammed EL BOUZIDI, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Fatima Zahmidi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)/Schepen* ;
Hicham Chakir, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Patrick Bacart, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:15
Opening van de zitting om 18:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

18.05.2022/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative projet de la tour
Dockside, Quai des charbonnages, 88-90.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,

Mesdames, Messieurs les échevins,

Mesdames, Messieurs,

Notre présence aujourd'hui est due à l'introduction de la troisième mouture du projet de la tour Dockside, Quai des charbonnages, porté par URBISTEP. Plus précisément, notre présence est due à notre forte inquiétude par rapport à la position réelle de la commune de Molenbeek vis-à-vis de ce projet.

Cela fait maintenant plus de 5 ans que des citoyen.ne.s et voisin.ne.s, soutenu.e.s par des collectifs et associations, se battent pour ne pas voir apparaître cette tour de 50 mètres de haut sur le territoire molenbeekois.

Nous nous battons contre cette tour car elle ne répond pas aux besoins des molenbeekois.es. Ni en termes urbanistiques, ni en termes sociaux, ni en termes du respect du bien-être des citoyen.ne.s avoisinant.e.s. Cette tour fait uniquement plaisir aux promoteurs et aux investisseurs, les habitant .e.s eux.elles devront se contenter d'un chantier important, de l'ombre sur l'espace public, des problèmes de mobilité, du vent en bas de la tour et d'un projet gentrificateur de plus...

À titre d'exemple, l'étude de Curieuzenair porté par le BRAL et l'université d'Anvers vient d'ailleurs de confirmer nos énormes craintes par rapport à la santé des habitant.e.s de la place de l'Yser et ses alentours. Nous habitons une des zones les

plus polluées de notre métropole et personne ne pourra nous convaincre que d'y ajouter 16000m² de logements, 1200M2 de commerces et 400M2 de bureaux apportera une solution à cet énorme problème sanitaire.

Au début, malgré l'absurdité du projet, la commune, pour des raisons qui lui sont propres, s'est plutôt montrée favorable à la tour. Il nous a fallu maintes réunions, écrits et autres contacts pour vous convaincre que ce projet n'était pas en faveur de notre commune et que la seule raison d'attirer des tax-payers ne peut justifier un tel massacre social et environnemental.

Heureusement, lors de la dernière commission de concertation, vous nous avez suivis dans nos arguments et vous vous êtes montrés assez fermes vis-à-vis du demandeur et de la Région. On vous remercie pour cela. On a besoin de vous pour nous défendre face à la région qui ne semble pas préoccupé par le bien-être des habitants de Molenbeek. Le secrétaire d'état Pascal Smet est d'ailleurs venu en personne nous dire qu'il était favorable à ce très beau projet et qu'il passera, quoi qu'il en coûte. Rendre les gens heureux malgré leur volonté est son leitmotiv.

Nous aimerions voir autant de détermination à défendre les molenbeekois.e contre ce projet du côté de la commune. Nous vous avons trouvé quelque peu timide dans votre avis étonnamment minoritaire de la commission de concertation du 8 octobre 2021. Pour nous, dire que le projet « ne répond au bon aménagement des lieux » n'est pas suffisant.

Avec vos trois voix sur six lors de la prochaine commission de concertation, nous espérons que vous serez plus ferme vis-à-vis de ce projet complètement démesuré. Est-il nécessaire de rappeler de nombre de dérogations au RRU que ce projet demande ? Nous sommes aujourd'hui à un tournant crucial du projet. Les demandeurs ont modifié les plans aux desideratas de la Région. La région et son secrétaire d'état sont prêts à accorder le permis.

L'avis de la Commune de Molenbeek n'a pas ou peu été pris en compte à l'image de votre demande d'avoir au moins 20% de logements trois chambres qui a totalement été ignoré.

C'est donc maintenant que nous devons marquer clairement notre position, et comme vous avez été capable de le faire oralement lors de la commission de concertation de la commune, c'est le moment de marquer officiellement et fermement votre refus catégorique de ce projet.

C'est pourquoi, nous, habitant.e.s et associations de Molenbeek, vous demandons de refuser publiquement ce projet : lors de la commission de concertation mais pas seulement. Nous aimerions que vous preniez position dans la presse et au sein de vos partis respectifs.

C'est le moment de s'opposer à ce projet qui n'a jamais respecté une seule de vos demandes, ni sociales, ni urbanistiques, ni techniques.

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het project van de
Dockside toren, Koolmijnenkaai, 88-90.**

De Raad neemt kennis.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting.

Mohamed Amine Akrouh quitte la séance / verlaat de zitting.

Khadija Zamouri quitte la séance / verlaat de zitting.

Pascal Paul Duquesne quitte la séance / verlaat de zitting.

Département Services généraux et Démographie
Affaires juridiques - COVID-19 - Confirmation de l'ordonnance de police
concernant la tenue des séances du Conseil communal, des commissions et des
conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du conseil de l'action
sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-
Saint- Jean.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 85, 134§1er et 135,§2;
Vu l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre prise en date du 9 mai 2022, ci-
annexée, concernant la tenue des séances du Conseil communal, des
commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police,
du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux
du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean, jusqu'au 31 mai 2022 inclus et qu'il y a
lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police de la Bourgmestre du 9 mai 2022, ci-
annexée, concernant la tenue des séances du Conseil communal, des
commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police,
du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux
du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean, jusqu'au 31 mai 2022 inclus.

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Van Damme, Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt et
Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

32 votants : 29 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie
Juridische zaken - COVID-19 - Bevestiging van de politieverordening
betreffende het houden van de zittingen van de Gemeenteraad, de commissies en
de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast
bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 85, 134§1 en
135§2 ;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 9 mei 2022, als
bijlage toegevoegd, betreffende het houden van zittingen van de
Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad
voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van
het OCMW van Sint-Jans- Molenbeek tot en met 31 mei 2022 en dat het
nodig is deze te bevestigen;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de burgemeester genomen op 9 mei 2022, als
bijlage toegevoegd, te bevestigen betreffende het houden van zittingen tot en
met 31 mei 2022 van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden,

de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Van Damme, Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandenbempt en Mevrouw Zamouri in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

32 stemmers : 29 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting.

18.05.2022/A/0003

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Démission d'un conseiller communal - Rachid
MAHDAOUI - Communication.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 22 de la Nouvelle Loi communale ;

Prend connaissance du courriel du 26/04/2022 par laquelle Monsieur Rachid MAHDAOUI présente sa démission en qualité de conseiller communal ;

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Ontslagneming van een gemeenteraadslid - Rachid
MAHDAOUI - Mededeling.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Neemt kennis van de e-mail van 26/04/2022 waarin Mijnheer Rachid MAHDAOUI zijn ontslag als gemeenteraadslid indient ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0004

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Prestation de serment et installation de Madame Fatima
ZAHMIDI.**

LE CONSEIL,

Considérant que Monsieur Rachid MAHDAOUI a démissionné de son poste de conseiller communal en date du 26 avril 2022 ;

Considérant que le conseil communal a pris connaissance de sa lettre de démission en sa séance de ce jour ;

Considérant que la liste n° 5 - PS sp.a - comporte 28 suppléants ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler Monsieur Abderrachid AZDAD, 3ième suppléant

de la liste n° 5 - PS sp.a ;

Vu le désistement de Monsieur Abderrachid AZDAD ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler Madame Fatima ZAHMIDI, 4ième suppléante de la liste n° 5 - PS sp.a ;

Considérant que Madame Fatima ZAHMIDI a conservé les conditions d'électorat, qu'elle réunit les conditions d'éligibilité prescrites par l'article 65 de la loi électorale communale et qu'elle ne se trouve pas dans aucun cas d'incapacité, d'incompatibilité et de parenté prévu par les articles 71 et 73 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRETE :

Le nouveau titulaire est admis à entrer en fonction et prête entre les mains de Madame la Bourgmestre le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge »

Après quoi il est déclaré installé;

Le présent procès-verbal, revêtu de la signature de la conseillère communales installés ce jour, sera adressé à l'Autorité de tutelle.

La conseillère communale,

Fatima ZAHMIDI.

Le Conseil prend acte.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Eedaflegging en installatie van Mevrouw Fatima
ZAHMIDI.**

DE RAAD,

Overwegende dat Mijnheer Rachid MAHDAOUI ontslag genomen heeft als gemeenteraadslid in datum van 26 april 2022 ;

Overwegende dat de raad kennisgenomen heeft van zijn ontslagbrief in zitting van heden ;

Overwegende dat de lijst nr. 5 - PS sp.a - 28 bijzitters telt ;

Overwegende dat Mijnheer Abderrachid AZDAD, 3de opvolger van de lijst nr. 5 - PS sp.a -, dient opgeroepen te worden ;

Gezien de terugtrekking van Mijnheer Abderrachid AZDAD ;

Overwegende dat Mevrouw Fatima ZAHMIDI, 4de opvolger van de lijst nr. 5 - PS sp.a -, dient opgeroepen te worden ;

Overwegende dat Mevrouw Fatima ZAHMIDI de kiesvoorwaarden behouden heeft dat zij zich niet in geen enkel geval van onmacht, onverenigbaarheid en verwantschap bevindt voorzien in artikels 71 en 73 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

De nieuwe titularis wordt gemachtigd om in dienst te treden en legt de volgende eed af in de handen van Mevrouw de Burgemeesters:

“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch Volk”.

Waarna zij geïnstalleerd is;

Het huidige proces-verbaal met de ondertekening van het Raadslid dat vandaag geïnstalleerd is, zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

Het gemeenteraadslid,

Fatima ZAHMIDI.

De Raad neemt akte.

18.05.2022/A/0005

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Etablissement du tableau de préséance des membres du
Conseil communal.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 alinéa 2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les modifications intervenues dans la composition du conseil communal ;

Le tableau de préséance de ses membres est établi comme suit :

1	Françoise	Schepmans
2	Jamal	Ikazban
3	Abdellah	Achaoui
4	Houria	Ouberri
5	Paulette	Piquard
6	Olivier	Mahy
7	Ahmed	El Khannouss
8	Amet	Gjanaj
9	Jamel	Azaoum
10	Jef	Van Damme
11	Michel	Eylenbosch
12	Danielle	Evraud
13	Dirk	De Block
14	Ann	Gilles-Goris
15	Tania	Dekens
16	Georges	Van Leeckwyck
17	Leonidas	Papadiz
18	Hassan	Ouassari
19	Hicham	Chakir
20	Carine	Liekendael
21	Hind	Addi
22	Mohamed	Daif
23	Saliha	Raiss

24	Yassine	Akki
25	Mohamed	El Bouazzati
26	Khalil	Boufraquech
27	Mohammed	El Bouzidi
28	Luc	Vancauwenberge
29	Laurent	Mutambayi
30	Laetitia	Kalimbiriro
31	Mohamed Amine	Akrouh
32	Joke	Vandenbempt
33	Khadija	Zamouri
34	Pascal	Duquesne
35	Rajae	Maouane
36	Théophile	Taelemans
37	Maria	Garcia-Fernandez
38	Didier	Milis
39	Abdellah	Kanfaoui
40	Emre	Sumlu
41	Rachid	Ben Salah
42	Taoufik	Hamzaoui
43	Patrick	Bacart
44	Fatima	Zahmidi

Le Conseil prend acte.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Opmaken van de ranglijst van de leden van de Gemeenteraad.

DE RAAD,

Gezien artikel 17 alinea 2 van de Nieuwe Gemeentewet;
 Gelet op de wijzigingen in de samenstelling van de gemeenteraad;
 De rangorde van zijn leden wordt als volgt opgesteld :

1	Françoise	Schepmans
2	Jamal	Ikazban
3	Abdellah	Achaoui
4	Houria	Ouberri
5	Paulette	Piquard
6	Olivier	Mahy
7	Ahmed	El Khannouss
8	Amet	Gjanaj
9	Jamel	Azaoum
10	Jef	Van Damme
11	Michel	Eylenbosch
12	Danielle	Evraud
13	Dirk	De Block
14	Ann	Gilles-Goris
15	Tania	Dekens
16	Georges	Van Leeckwyck

17	Leonidas	Papadiz
18	Hassan	Ouassari
19	Hicham	Chakir
20	Carine	Liekendael
21	Hind	Addi
22	Mohamed	Daif
23	Saliha	Raiss
24	Yassine	Akki
25	Mohamed	El Bouazzati
26	Khalil	Boufraquech
27	Mohammed	El Bouzidi
28	Luc	Vancauwenberge
29	Laurent	Mutambayi
30	Laetitia	Kalimbiriro
31	Mohamed Amine	Akrouh
32	Joke	Vandenbempt
33	Khadija	Zamouri
34	Pascal	Duquesne
35	Rajae	Maouane
36	Théophile	Taelemans
37	Maria	Garcia-Fernandez
38	Didier	Milis
39	Abdellah	Kanfaoui
40	Emre	Sumlu
41	Rachid	Ben Salah
42	Taoufik	Hamzaoui
43	Patrick	Bacart
44	Fatima	Zahmidi

De Raad neemt akte.

18.05.2022/A/0006 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Démission de Monsieur Rachid Mahdaoui en tant que
Conseiller de police - Communication.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police Intégré, structuré à deux niveaux, ci-après dénommée "LPI" ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 et du 7 novembre 2018 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Considérant que Monsieur Rachid Mahdaoui a été élu lors de la séance du conseil communal du 12/12/2018 membre effectif du conseil de police, sans suppléant ;

Prend acte :

De la démission de Monsieur Rachid MAHDAOUI en tant que conseiller de police.

Le Conseil prend acte.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Ontslag van Mijnheer Rachid Mahdaoui als
politieraadslid - Mededeling.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;
Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2000 en van 7 november 2018 betreffende de verkiezing van de leden van de politieraad in elke gemeenteraad ;
Overwegende dat Mijnheer Rachid Mahdaoui tijdens de gemeenteraadszitting van 12/12/2018 werd verkozen tot effectief lid van de politieraad, zonder opvolger ;

Neemt akte :

Van het ontslag van Mijnheer Rachid Mahdaoui als politieraadslid.

De Raad neemt akte.

18.05.2022/A/0007

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Commission communale de l'Accueil (CCA) - Démission
de Monsieur Rachid MAHDAOUI - Communication.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 20/03/2019 désignant Rachid MAHDAOUI comme suppléant de Madame Laetitia KALIMBIRIRO pour siéger au sein de la Commission Communale de l'Accueil (CCA) ;
Prend connaissance du courriel du 26/04/2022 par laquelle Monsieur Rachid MAHDAOUI présente sa démission de tous ses mandats communaux ;
La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Commission communale de l'Accueil (CCA) -
Ontslagneming van Mijnheer Rachid MAHDAOUI - Mededeling.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 20/03/2019 waarbij Rachid MAHDAOUI wordt aangewezen als plaatsvervanger van mevrouw Laetitia KALIMBIRIRO om zitting te nemen in de Commission Communale de l'Accueil (CCA) ;
Neemt kennis van de e-mail d.d. 26/04/2022 waarbij de heer Rachid MAHDAOUI zijn ontslag aanbiedt uit al zijn gemeentelijke mandaten;
Deze beraadslaging zal worden toegezonden aan de toezichhoudende autoriteit.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0008 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - AG ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) -
Démission de Monsieur Rachid MAHDAOUI - Communication.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 23/01/2019 désignant Rachid MAHDAOUI à l'Assemblée générale de l'asbl Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) ;
Prend connaissance du courriel du 26/04/2022 par laquelle Monsieur Rachid MAHDAOUI présente sa démission de tous ses mandats communaux ;
La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - AV van V.Z.W. Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE)
- Ontslagneming van Mijnheer Rachid MAHDAOUI - Mededeling.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 23/01/2019 tot benoeming van Rachid MAHDAOUI tot lid van de algemene vergadering van de vzw Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE);
Neemt nota van de e-mail van 26/04/2022 waarin de heer Rachid MAHDAOUI zijn ontslag aanbiedt uit al zijn gemeentelijke mandaten;
Deze beraadslaging zal worden toegezonden aan de toezichthoudende autoriteit.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0009 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - AG de POP (Pouvoir Organisateur Pluriel) - Démission
de Monsieur Rachid MAHDAOUI - Communication.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 04/09/2019 désignant Rachid MAHDAOUI à l'Assemblée générale de l'asbl "Pouvoir Organisateur Pluriel".
Prend connaissance du courriel du 26/04/2022 par laquelle Monsieur Rachid MAHDAOUI présente sa démission de tous ses mandats communaux ;
La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - AV van POP - Ontslagneming van Mijnheer Rachid
MAHDAOUI - Mededeling.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 04/09/2019 tot benoeming van Rachid MAHDAOUI tot lid van de algemene vergadering van "Pouvoir Organisateur Pluriel" ;

Neemt nota van de e-mail van 26/04/2022 waarin de heer Rachid MAHDAOUI zijn ontslag aanbiedt uit al zijn gemeentelijke mandaten ;

Deze beraadslaging zal worden toegezonden aan de toezichhoudende autoriteit.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0010 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - AG de l'asbl VIA - Démission de Monsieur Rachid MAHDAOUI - Communication.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 08/05/2019 désignant Rachid MAHDAOUI à l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:

Prend connaissance du courriel du 26/04/2022 par laquelle Monsieur Rachid MAHDAOUI présente sa démission de tous ses mandats communaux ;

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - AV vzw VIA - Ontslagneming van Mijnheer Rachid MAHDAOUI - Mededeling.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 08/05/2019 tot benoeming van Rachid MAHDAOUI tot lid van de Algemene Vergadering van de vzw "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14, bus 8, 1030 Brussel ;

Neemt nota van de e-mail van 26/04/2022 waarin de heer Rachid MAHDAOUI zijn ontslag aanbiedt uit al zijn gemeentelijke mandaten;

Deze beraadslaging zal worden toegezonden aan de toezichhoudende autoriteit.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0011 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Programme de Coopération Internationale Communal (CIC) – Projet de Coopération Internationale communale avec la municipalité de Mokrisset au Maroc / Signature Convention de Partenariat Tripartite 2022-2026.

LE CONSEIL,

Vu la note politique sectorielle qui préconise que la commune continue de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant un partage d'expérience et bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2011 relative à l'accord de principe chargeant le service des Relations Internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre la municipalité de Mokrisset au Maroc et la commune de Molenbeek-Saint Jean;

Vu la convention spécifique de partenariat entre les communes de Mokrisset et de Molenbeek qui a été signée le 27 septembre 2011 ;

Considérant qu'il s'agit pour les villes et communes belges d'échanger, avec des communes du Sud, leur expertise en matière de gestion locale et que ce programme est l'occasion pour notre commune de concrétiser nos objectifs en matières de Solidarité Internationale;

Considérant que Brulocalis invite les communes à s'inscrire dans un programme de Coopération « décentralisée » en relayant un appel à projet pluriannuel 2022-2026;

Considérant que le Programme de Coopération Internationale Communale s'insère dans une approche pluriannuelle qui a notamment pour effet une concentration thématique et géographique des actions communales à mener sur le terrain;

Considérant qu'il nous a demandé de rédiger une feuille de route stratégie prévisionnelle propre au partenariat comprenant les objectifs, les résultats attendus ainsi que les activités que nous réaliserons durant les 5 prochaines années ;

Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de partenariat tripartite pour la phase 2022-2026 du programme de Coopération Internationale Communal (CIC) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean, la municipalité de Mokrisset au Maroc et Brulocalis.

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 30 votes positifs, 3 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale betrekkingen - Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) - Project voor gemeentelijke Internationale Samenwerking met de gemeente Mokrisset in Marokko / Ondertekening van een tripartiete partnerschapsovereenkomst 2022-2026.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale beleidsnota waarin wordt aanbevolen dat de gemeente deel blijft uitmaken van een echt beleid van internationale solidariteit door de uitwisseling van ervaringen en goede praktijken met andere plaatselijke overheden in het Zuiden te ondersteunen;

Gezien de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 30 maart 2011 betreffende het principeakkoord om de dienst Internationale Betrekkingen op te dragen de mogelijkheid van samenwerking tussen de gemeente Mokrisset in Marokko en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te onderzoeken;

Gezien de specifieke partnerschapsovereenkomst tussen de gemeenten Mokrisset en Molenbeek, die op 27 september 2011 is ondertekend;

Gezien het erom gaat dat Belgische steden en gemeenten hun expertise inzake lokaal beheer uitwisselen met gemeenten in het Zuiden en dat dit programma voor onze gemeente een gelegenheid is om onze doelstellingen op het vlak van internationale solidariteit te concretiseren;

Overwegende dat Brulocalis de gemeenten uitnodigt om deel te nemen aan een "gedecentraliseerd" samenwerkingsprogramma door middel van een meerjarige oproep tot het indienen van projecten 2022-2026;

Overwegende dat het programma voor gemeentelijke internationale samenwerking deel uitmaakt van een meerjarenaanpak die tot resultaat heeft dat de gemeentelijke acties op het terrein op een thematische en geografische basis worden geconcentreerd;

Overwegende dat ons is gevraagd een strategische routekaart voor het partnerschap op te stellen met daarin de doelstellingen, de verwachte resultaten en de activiteiten die wij de komende vijf jaar zullen uitvoeren (zie bijlage);

Overwegende dat de afdeling Internationale Betrekkingen belast is met de coördinatie van de modaliteiten van het programma;

BESLIST :

Enig artikel :

De tripartiete partnerschapsovereenkomst voor de fase 2022-2026 van het programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (GIS) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de gemeente Mokrisset in Marokko en Brulocalis goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.
33 stemmers : 30 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

18.05.2022/A/0012

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 6 « Autour de Simonis » - Approbation des conventions.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention d'investissements de 9.057.987,71 € à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'exécution du programme CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention de 700.000 € à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions « vie collective et sociétale » communales pour le CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention de 400.000 € à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions « vie collective et sociétale » intercommunales pour le CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Considérant qu'il y a lieu de signer pour ces 3 octrois de subsides des conventions de subventionnement ;

Considérant qu'il y a également lieu de signer une convention de partenariat, transmis par le Service Public Régional de Bruxelles (SPRB), qui est à signer par chaque partenaire du CRU 6, soit:

- Bruxelles Mobilité
- La Commune de Koekelberg
- Perspective.brussels
- Urban.brussels
- La Commune de Molenbeek-Saint-Jean
- Bruxelles Environnement
- Parking.brussels
- Le Logement Molenbeekois
- Beliris
- La Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) ;

Vu les conventions fournies par le service Public Régional de Bruxelles qui se trouvent en annexe ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les conventions suivantes :

- La convention de subventionnement pour les investissements (opérations et actions prévues aux 1° à 4° et 6° de l'article 37 de l'Ordonnance de Revitalisation Urbaine);
- La convention pour la subvention des actions de soutien aux activités communales de cohésion sociétale et de vie collective ;
- La convention pour la subvention des actions de soutien aux activités intercommunales de cohésion sociétale et de vie collective ;
- La convention de partenariat du Contrat de Rénovation Urbaine.

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract - SVC 6 « Rendom Simonis » - Goedkeuring van de
overeenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 "Rendom Simonis";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 tot toekenning van een investeringssubsidie van 9.057.987,71 € aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het SVC-programma 6 "Rendom Simonis";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 tot toekenning van een subsidie van 700.000 € aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek

voor de uitvoering van de gemeentelijke acties ten behoeve van het gemeenschapsleven en de maatschappelijke cohesie ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 tot toekenning van een subsidie van 400.000 € aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de intergemeentelijke acties ten behoeve van het gemeenschapsleven en de maatschappelijke cohesie ;

Overwegende dat voor deze 3 subsidiotoekenningen subsidieovereenkomsten dienen ondertekend te worden;

Overwegende dat er ook een partnerschapovereenkomst dient ondertekend te worden, door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt, die door elke partner van het SVC 6 moet ondertekend worden, zijnde:

- Mobiliteit.Brussels
- De Gemeente van Koekelberg
- Perspective.brussels
- Urban.brussels
- De Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek
- Leefmilieu.Brussel
- Parking.brussels
- Molenbeekse Woningen
- Beliris
- Brusselse Gewestelijke HuisvestingsMaatschappij (BGHM)

Gezien de overeenkomsten overgemaakt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) die zich in bijlage bevinden;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De volgende overeenkomsten goed te keuren :

- Overeenkomst voor de subsidiëring van de investeringen (operaties en acties, bepaald in 1° tot 4° en 6° van artikel 37 van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering);
- Overeenkomst voor de subsidiëring voor de uitvoering van de gemeentelijke acties ten behoeve van het gemeenschapsleven en de maatschappelijke cohesie;
- Overeenkomst voor de subsidiëring voor de uitvoering van de intergemeentelijke acties ten behoeve van het gemeenschapsleven en de maatschappelijke cohesie;
- Partnerschapovereenkomst van het Stadsvernieuwingscontract.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0013

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine Citroën-Vergote (CRU 1) - Appel à projet - Interventions ludiques au sein d'espaces publics de proximité.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU 1) Citroën-Vergote;

Considérant que le programme prévoit un volet socio-économique, dont une partie intercommunale ;

Considérant que les Communes sont en charge de l'exécution de ce volet ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean souhaite lancer un appel conjoint avec la ville de Bruxelles intitulé "Interventions ludiques au sein d'espaces publics de proximité" dans le cadre du CRU 1 ;

Considérant que le montant total disponible pour cet appel est de 47.850,00 € et qu'il s'agit d'une enveloppe intercommunale - donc divisée à part égale entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la ville de Bruxelles ;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Département Rénovation Urbaine de la ville de Bruxelles ont élaboré un règlement pour l'appel à projet susmentionné ;

Vu le règlement pour l'appel à projet repris en annexe ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement de l'appel à projet intercommunal "Interventions ludiques au sein d'espaces publics de proximité" dans le cadre du CRU 1.

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract Citroën-Vergote (SVC 1) - Projectoproep - Speelse
interventies in de lokale openbare ruimte.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 houdende goedkeuring van het programma van het stadsvernieuwingscontract (SVC) 1 Citroën-Vergote ;

Overwegende dat het programma een socio-economisch luik voorziet, waarvan een deel intergemeentelijk is ;

Overwegende dat de gemeenten instaan voor de uitwerking van dit luik ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek samen met Stad Brussel een projectoproep "Speelse interventies in de lokale openbare ruimte" wil lanceren in het kader van het SVC 1 ;

Overwegende dat het totale beschikbare bedrag voor deze oproep 47.850,00 € is en dat het om een intergemeentelijke enveloppe gaat - dus gelijk verdeeld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Stad Brussel ;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Departement Stadsvernieuwing van de Stad Brussel een reglement hebben opgesteld voor de bovenvermelde projectoproep ;

Gezien het bijgevoegde reglement voor de projectoproep ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement van de intergemeentelijke projectoproep "Speelse interventies in de lokale openbare ruimte" in het kader van het SVC 1 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.
33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0014

**Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Politique de la Ville
2021-2025 - Approbation de la fiche projet et de la convention entre la Commune
et Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE).**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 portant notamment sur le programme Politique de la Ville ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 novembre 2019 portant élaboration et adoption de la « zone de revitalisation urbaine » dite « ZRU 2020 » ;

Vu le courrier du 9 décembre 2020 par lequel le service Public régional de Bruxelles (SPRB) s'engage à octroyer à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean un montant de 8.236.768,36 EUR dans le cadre du programme pluriannuel (2021-2025) de la «Politique de la Ville par le développement des quartiers », d'une durée d'exécution de 5 ans débutant à la date de notification de l'approbation par le Gouvernement régional du programme de base soumis et approuvé par la Commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 septembre 2020 décidant de prendre connaissance et d'approuver le programme Politique de la Ville par la revitalisation urbaine 2021-2025;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2021 décidant de prendre connaissance du programme Politique de la Ville 2021-2025 établi par le Département Infrastructures et Développement Urbain et approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que ledit programme inclut une fiche "2.4 La poursuite du développement du quartier Saint Rémy", action portée par JES vzw;

Considérant que JES VZW a décidé de ne pas poursuivre ce projet ;

Considérant que le bureau de Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) a accepté de reprendre ce projet en l'adaptant à leurs méthodes de travail et propose le projet "2.4. Activités et animations dans et autour de l'espace Saint-Rémy" ;

Prend connaissance de la fiche projet "2.4. Activités et animations dans et autour de l'espace Saint-Rémy";

Prend connaissance de la convention entre la Commune et Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE);

Considérant que la Commune versera les subsides au bénéficiaire ;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les porteurs de projet ;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2022 ont été prévus au budget 2022 à l'article 9304/332/02 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance et d'approuver la fiche projet pour le projet "2.4. Activités et animations dans et autour de l'espace Saint-Rémy" ;

Article 2 :

De prendre connaissance et d'approuver la convention entre la Commune et Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) ;

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrstructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid 2021-2025 - Goedkeuring van de projectfiche en de overeenkomst tussen de Gemeente en Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE).

DE RAAD,

Gelet op de organieke ordonnantie van de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, dat met name betrekking heeft op het Stadsbeleidsprogramma;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 betreffende het Stadsbeleid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 november 2019 tot uitvoering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2020";

Gelet op de brief van 9 december 2020 waarin de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel zich ertoe verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een bedrag van 8.236.768,36 EUR toe te kennen in het kader van het meerjarenprogramma (2021-2025) van het "Stadsbeleid via wijkontwikkeling", over een duur van 5 jaren, met aanvang op de datum van kennisgeving van de goedkeuring door de Gewestregering van het door de Gemeente ingediende en goedgekeurde basisprogramma;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 september 2020, met als beslissing kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan het Stadsbeleidsprogramma door Stedelijke herwaardering 2021-2025;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 januari 2021, met als beslissing kennis te nemen van het Stadsbeleidsprogramma 2021-2025 dat door het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling werd opgesteld en door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek werd goedgekeurd;

Overwegende dat het genoemde programma een fiche bevat met de titel "2.4 Verdere ontwikkeling van de Sint-Remigiuswijk", een actie uitgevoerd door JES vzw;

Overwegende dat JES VZW heeft besloten dit project niet voort te zetten;

Overwegende dat het bureau van Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) ermee heeft ingestemd dit project over te nemen door het aan te passen aan hun werkmethoden en het project "2.4. Activiteiten en animaties in en rond de Saint-Rémy ruimte" heeft

voorgesteld;
Neemt kennis van de projectfiche "2.4. Activiteiten en animaties in en rond de Saint-Rémy ruimte";
Neemt kennis van de overeenkomst tussen de Gemeente en Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE);
Overwegende dat de Gemeente de subsidies aan de begunstigde zal overmaken;
Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de controle moeten uitoefenen op het gebruik van de subsidie en de daadwerkelijke verwezenlijking van het programma door de uitvoerders;
Overwegende dat de kredieten voor 2022 voorzien zijn in de begroting 2022 op artikel 9304/332/02;

BESLIST :

Artikel 1:

Kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan de projectfiche "2.4. Activiteiten en animaties in en rond de Saint-Rémy ruimte";

Artikel 2:

Kennis te nemen van en goedkeuring te geven aan de overeenkomst tussen de Gemeente en Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE).

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.
33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0015

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs - Actions 4.1 Jobcoach Mobile et 4.3 Accompagnement scolaire 12-21 ans - Appels à projets - Approbation des règlements.

LE CONSEIL,

Vu le courrier datant du 2 décembre 2020 notifiant à la Commune que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa séance du 15 octobre 2020, a décidé de lancer un Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain "Etangs Noirs";

Vu l'approbation du projet de programme du Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" et du rapport d'incidences environnementales, ainsi que les annexes réalisées par PTArchitecten SPRL, par le Conseil en sa séance du 23 février 2022;

Considérant que le projet de programme prévoit les actions 4.1 'Jobcoach Mobile' et 4.3 'Accompagnement scolaire 12-21 ans', pour lesquelles les porteurs de projets doivent encore être désignés;

Vu la demande de la Région (Urban - DRU) à la Commune de lancer déjà les appels à projets pour les actions susmentionnées, en l'attente de l'approbation du programme par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, permettant leur démarrage au plus vite après l'approbation;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour chacune des actions susmentionnées;

Considérant que les règlements pour les appels à projets sont repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les règlements pour les actions 4.1 'Jobcoach mobile' et 4.3 'Accompagnement scolaire 12-21 ans', joints en annexe, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs.

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam
Wijkcontract Zwarte Vijvers - Acties 4.1 Mobiele Jobcoach en 4.3
Schoolbegeleiding 12-21 jaar - Projectoproepen - Goedkeuring van de
reglementen.

DE RAAD,

Gelet op de brief van 2 december 2020 waarin aan de Gemeente wordt meegedeeld dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in haar vergadering van 15 oktober 2020 heeft beslist om een Duurzaam Wijkcontract op te starten rond het stedelijk gebied "Zwarte Vijvers";

Gezien de goedkeuring van het ontwerpprogramma van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" en het milieueffectenrapport, alsook de bijlagen door PTArchitecten BVBA opgesteld, door de Raad in zijn zitting van 23 februari 2022;

Overwegende dat het ontwerpprogramma voorziet in de acties 4.1 "Mobiele Jobcoach" en 4.3 "Schoolbegeleiding 12-21 jaar", waarvoor de projectdragers nog moeten worden aangewezen;

Overwegende dat het Gewest (Urban - Directie Stadsvernieuwing) aan de Gemeente gevraagd heeft om de projectoproepen voor bovengenoemde acties al te lanceren, in afwachting van de goedkeuring van het programma door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waardoor deze acties zo snel mogelijk na de goedkeuring van start kunnen gaan;

Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor elk van de bovengenoemde acties een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;

Overwegende dat de reglementen voor de oproepen tot het indienen van projecten in bijlage zijn opgenomen;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De reglementen betreffende de acties 4.1 "Mobiele Jobcoach" en 4.3 "Schoolbegeleiding 12-21 jaar", bijgevoegd, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux
relatif à la démolition et la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que
la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation sis rue des
Quatre Vents, 71 à Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des
conditions du marché - CDC 22.006.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu l'ordonnance du 19 mars 1993 modifiée par l'ordonnance du 2 mai 2002 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales;

Vu l'arrêté ministériel du Gouvernement bruxellois du 27 juin 1994 chargeant Bruxelles Pouvoirs Locaux du Service Public Régional de Bruxelles de la gestion du Fonds ;

Considérant que d'une part deux subsides ont été demandés, soit 1 dans le cadre du Programme Prioritaire des Travaux « PPT » et 1 dans le cadre du Plan de Reprise et de Résilience Européen « PRR »;

Considérant qu'aucune réponse ne nous est parvenue à ce jour pour les subsides PPT ou PRR;

Considérant que le dossier est d'autre part repris dans le FRBRTC;

Considérant que pour procéder à l'exécution des travaux en vue de la démolition et de la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que de la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation, sis rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de lancer un marché de travaux;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Considérant que la dépense globale des travaux peut être estimée à 3.560.436,92 EUR HTVA (TVA 6% soit 213.626,22 EUR), soit 3.774.063,14 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 9 % arrivant à un montant total de 4.113.728,82 EUR;

Considérant que les crédits relatifs aux travaux sont prévus à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes ainsi que de l'avis de marché établis à cet effet par IGRETEC et par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, une procédure ouverte belge est autorisée pour le marché de travaux compte tenu du fait que la dépense

globale estimée est inférieure à 5.382.000,00 EUR HTVA ;
Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E:

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges, ses annexes et l'avis de marché établis par IGRETEC et par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatif au marché de travaux en vue de la démolition et la reconstruction du bâtiment avant de l'école 1 ainsi que de la démolition d'une partie du réfectoire arrière et sa rénovation, sis rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017;

Article 3

D'approuver la dépense estimée à 3.560.436,92 EUR HTVA (TVA 6% soit 213.626,22 EUR), soit 3.774.063,14 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 9% arrivant à un montant total de 4.113.728,82 EUR .

Le Conseil approuve le point.

Monsieur Daif, Madame Raiss, Madame Vandembemt, Madame Zamouri en Madame Maouane sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor werken met als voorwerp de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van school 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Bestek 22.006.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en zijn later wijzingen;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 en zijn later wijzingen;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn later wijzingen;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de ordonnantie van 19 maart 1993, gewijzigd bij de ordonnantie van 2 mei 2002 tot oprichting van het Brussels Gewestfonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke schatkisten;

Gezien het ministerieel besluit van de Brusselse regering van 27 juni 1994 waarbij Brussel Plaatselijke besturen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel wordt belast met het beheer van het Fonds;

Overwegende dat er enerzijds twee subsidies zijn aangevraagd, 1 in het kader

van Programme Prioritaire des Travaux « PPT » en 1 in het kader van de Plan de Reprise et de Résilience Européen « PRR »;

Overwegende dat we tot vandaag geen antwoord hebben ontvangen voor de subsidies PPT of PRR;

Overwegende dat het dossier anderzijds opgenomen is in BGHGT;

Overwegende dat voor de uitvoering van de werken betreffende de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van school 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Molenbeek-Sint-Jan, een werkenopdracht moet worden gelanceerd;

Overwegende dat de opdracht niet in percelen is ingedeeld;

Overwegende dat de uitgave voor de werken geraamd kan worden op een bedrag van 3.560.436,92 EUR btw excl. (btw 6% met name 213.626,22 EUR), hetzij 3.774.063,14 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 9% komende op een totaal bedrag van 4.113.728,82 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling in samenwerking met Igretec;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017, een belgische openbare procedure is toegestaan voor de opdracht voor werken aangezien de globale raming van de uitgaven lager is dan 5.382.000,00 EUR btw excl.;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek, de bijlagen en de aankondiging van de opdracht opgesteld door IGRETEC en het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, voor de opdracht voor werken met als voorwerp de afbraak en de wederopbouw van het voorgebouw van school 1, alsook de afbraak van een deel van de achterste refter en de renovatie ervan, gelegen Vierwindenstraat 71 te 1080 Molenbeek-Sint-Jan, goed te keuren en het zich eigen te maken.

Artikel 2

De opdracht voor werken te plaatsen via een belgische openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het koninklijk besluit van 18 april 2017.

Artikel 3

De uitgave voor de werken goed te keuren die wordt geraamd op een bedrag van 3.560.436,92 EUR btw excl. (btw 6% met name 213.626,22 EUR), hetzij 3.774.063,14 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 9% komende op een totaal bedrag van 4.113.728,82 EUR.

De Raad keurt het punt goed.

Mijnheer Daif, Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt, Mevrouw Zamouri en Mevrouw Maouane zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Département Services généraux et Démographie

Sport - Occupation des infrastructures sportives communales - Règlement d'octroi de créneaux horaires et ses annexes (annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) - Règlement d'ordre intérieur - Approbation - Report du 28/04/2022.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 06 mai 2021 décidant e.a. :

Article un :

D'approuver le planning relatif à la récupération des infrastructures sportives et s'établissant comme suit :

- Le Stade du Sippelberg sis en bordure de l'avenue M. Gandhi pour le 6 mai 2021
- La Salle du Sippelberg sise en bordure de l'Avenue Mahatma Gandhi pour le 6 mai 2021
- Le Stade Verbiest sis avenue J. Baeck pour le 6 mai 2021
- L'infrastructure sportive sise Rue Charles Malis 1 pour le 6 mai 2021
- Le terrain communal sis 59, Rue Charles Malis pour le 6 mai 2021
- La Salle de sport Beudin sise rue Docteur Charles Beudin, 14 A pour le 7 juin 2021
- Le Hall des Sports « Muhammad Ali » sis Quai de l'Industrie 31 pour le 7 juin 2021
- Le complexe sportif de l'avenue du Château pour le 5 juillet 2021
- Le complexe du bassin de natation « Louis Namèche » sis Rue Van Kalck, 93 pour le 5 juillet 2021

Article deux :

Conformément au planning approuvé à l'article 1^{er} de la présente délibération, de faire intégrer dès ce jour dans le giron communal et plus particulièrement au sein du service des sports :

- le Stade du Sippelberg
- la Salle du Sippelberg
- le Stade Verbiest
- L'infrastructure sportive sise Rue Charles Malis 1
- Le terrain communal sis Rue Charles Malis 59

et de reprendre la gestion exclusive desdits terrains en vue de leur occupation ;

Article trois :

D'intégrer le personnel de l'asbl Molenbeek Sport vers la commune pour le 7 juin 2021

Considérant qu'aucun règlement d'octroi de créneaux horaires pour les infrastructures sportives communales n'était d'application au sein de l'Asbl Molenbeek Sport ;

Considérant que de ce fait la gestion des créneaux horaires n'avait pas de cadre légal et laissait l'opportunité à des situations ambiguës pouvant mener à des procédures judiciaires ;

Considérant qu'au vu de sa reprise de la gestion de ses infrastructures sportives la commune se doit d'apporter un cadre légal en matière d'octroi de créneaux horaires ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver et de faire sien le règlement et ses annexes (annexe A : Fiche signalétique et Annexe B : Grille de tarification) relatifs l'octroi de créneaux horaires et d'ordre intérieur pour ses infrastructures sportives communales;

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sport - Gebruik van gemeentelijke sportinfrastructuur - Regels voor toekenning van tijdslots en bijlagen (bijlage A: Identificatieblad en bijlage B: Tarieftabel) - Huishoudelijk reglement - Goedkeuring - Uitstel van 28/04/2022.

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van 06 mei 2021 waarbij o.a. werd besloten :

Artikel één:

de planning voor het terug verkrijgen van de sportinfrastructuur goed te keuren, die als volgt is vastgesteld:

- Het Sippelbergstadion gelegen aan de rand van M. Gandhilaan voor 6 mei 2021
- De Sippelbergzaal aan de Mahatma Gandhilaan voor 6 mei 2021
- Het Verbieststadion aan de J. Baecklaan tegen 6 mei 2021
- De sportinfrastructuur aan de Charles Malisstraat 1 voor 6 mei 2021
- Het terrein van de gemeente aan de Charles Malisstraat 59 voor 6 mei 2021
- De Beudinsporthal in de Dokter Charles Beudinstraat 14 A voor 7 juni 2021
- De "Muhammad Ali" sporthal aan de Industriekaai 31 voor 7 juni 2021
- Het sportcomplex aan de Kasteellaan tegen 5 juli 2021
- Het zwembadcomplex "Louis Namèche" in de Van Kalckstraat 93 voor 5 juli 2021

Artikel Twee:

Overeenkomstig de in artikel 1 van deze beraadslaging goedgekeurde planning, vanaf heden in de schoot van de gemeente, en meer bepaald in de sportdienst, te doen opgaan

- het Sippelbergstadion
- de Sippelbergzaal
- het Verbieststadion
- De sportinfrastructuur in de Charles Malisstraat 1
- De terrein van de gemeente in de Charles Malisstraat 59

en het exclusieve beheer van de genoemde gronden over te nemen met het oog op de ingebruikneming ervan;

Artikel drie:

Het personeel van de vzw Molenbeek Sport te integreren in de gemeente tegen 7 juni 2021

Overwegende dat er binnen de Molenbeek Sport vzw geen reglement voor de toekenning van tijdslots voor de gemeentelijke sportinfrastructuur van kracht was;

Overwegende dat het beheer van de "tijdslots" daardoor geen juridisch kader had en aanleiding gaf tot chaotische situaties die tot gerechtelijke procedures konden leiden;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op de hervatting van het beheer van haar sportinfrastructuur moet zorgen voor een juridisch kader voor de toekenning van tijdslots;

BESLUIT :

Enig artikel:

Het reglement en bijlagen (bijlage A: Identificatieblad en bijlage B: Tarieftabel) betreffende de toekenning van tijdslots en het huishoudelijk reglement voor zijn gemeentelijke sportinfrastructuur goed te keuren en zich eigen te maken.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Sports - Octroi d'un subside à l'ASBL Olympic Urban Festival.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal, en séance du 23.05.2018;

Vu le chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subsides directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les crédits budgétaires;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31.03.2022 de mettre à disposition à titre gratuit les infrastructures sportives communales suivantes dans le cadre de l'organisation des Urban Youth Games 2022 en collaboration avec les écoles communales Molenbeekoises à savoir :

Les 19 et 20 mai 2022 pour les sites du Sippelberg et du Pavennage de 7h à 16h30 ;

Vu la déclaration de créance introduite par l'ASBL Urban Festival en date du 23.02.2022 ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 7642/332/02 du budget de l'exercice 2022, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la déclaration de créance introduite par l'ASBL Urban Festival en date du 23.02.2022;

Article 2 :

D'octroyer un subside de 15.000,00 EUR à l'association Olympic Urban Festival, située Avenue de Bouchout, 9 à 1020 Bruxelles, numéro d'entreprise BE0695 897 992, IBAN BE58 06 89 1003 9879 et d'engager la dépense de 15.000,00 EUR à l'article 7642/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2022, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

Madame Raiss, Madame Vandembemt et Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 33 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Olympic Urban Festival.**

DE RAAD,

Gezien de verordening betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies, vastgesteld door de gemeenteraad in zijn zitting van 23.05.2018;

Gelet op hoofdstuk 2 van het gemeentereglement tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek worden toegekend aan een begunstigde binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 31.03.2022 houdende beslissing het gratis ter beschikking stellen van de volgende gemeentelijke sportfaciliteiten in het kader van de organisatie van de Urban Youth Games 2022 in samenwerking met de gemeentelijke scholen van Molenbeek, te weten: 19 en 20 mei 2022 voor de sites Sippelberg en Pavennage van 7u tot 16u30;

Gelet op de vorderingsverklaring ingediend door de VZW Urban Festival van 23.02.2022;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op grond van artikel 7642/332/02 van de begroting voor het begrotingsjaar 2022 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;

BESLIST :

Artikel 1 :

Kennis te maken van de vorderingsverklaring ingediend door de vzw Urban Festival van 23.02.2022;

Artikel 2 :

Een subsidie ten bedrage van 15.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Olympic Urban Festival, gevestigd Bouchoutlaan 9 te 1020 Brussel, ondernemingsnummer BE0695 897 992, IBAN BE58 06 89 1003 9879 en de uitgave van 15.000 EUR vastleggen op artikel 7642/ 332/02 van de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2022, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt en Mevrouw Zamouri zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

18.05.2022/A/0019

Département Finances

Taxes communales - Taxe sur les caisses automatiques - Création.

Le point sera retiré en séance.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de automatische kassa's.

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

18.05.2022/A/0020

Département Finances

Taxes communales - Taxe sur les panneaux publicitaires - Modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 publié au Moniteur Belge le 26 mai 2004 ;

Vu le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2022 à 2025 inclus ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ;
Considérant que les exonérations visées par le présent règlement sont justifiées eu égard à l'intérêt général poursuivi ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant qu'il y a lieu d'augmenter et d'uniformiser le taux de la présente taxe ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2022 à 2025 inclus, une taxe annuelle sur les panneaux publicitaires exploités à des fins commerciales.

Article 2

Par panneau publicitaire, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert visible de la voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen à l'exclusion de celle figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

Article 3

Le taux de la taxe est fixé, pour l'année 2022, à :

- 375,00 EUR / par mètre carré/ dispositif / an ;

Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 % par an, conformément au tableau ci-dessous:

Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
384,38 EUR	393,99 EUR	403,84 EUR

Le taux de la taxe est calculé par m² de surface utile, c'est à dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

Pour les dispositifs publicitaires digitaux et/ou équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur une même face, le taux de la taxe est multiplié par 5.

Lorsque la surface du dispositif publicitaire diffère de la surface publicitaire visible, la taxe est calculée sur base de la surface publicitaire visible.

Article 4

La taxe est due en entier pour toute l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a utilisation du panneau.

Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe est due principalement par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'autorisation de placement du dispositif a été donnée par l'Autorité communale compétente.

A défaut d'autorisation de placement de l'Autorité communale compétente, la taxe est mise à charge de la personne physique ou morale au nom de laquelle est établie la publicité.

Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

Sont exonérés :

- Les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- Les panneaux utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une ASBL ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
- Les panneaux placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
- Les panneaux électoraux placés par la commune.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le redevable est tenu, le cas échéant, de notifier à l'administration communale, les modifications, déplacements ou suppressions de panneaux intervenus en cours d'exercice.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Le présent règlement remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Belasting op de reclameborden - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004,

verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement op de reclameborden vastgelegd door de beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 20212 voor de dienstjaren 2022 tot 2025;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente uiteraard bevoegdheden heeft op stedenbouwkundig en milieuvlak;

Overwegende dat de vrijstellingen bedoeld door het onderhavig reglement gerechtvaardigd worden gelet op het beoogde algemeen nut;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende het tarief van de huidige belasting moet worden verhoogd en geüniformiseerd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2022 tot 2025 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op reclameborden die voor commerciële doeleinden gebruikt worden.

Artikel 2

Onder reclamebord wordt iedere constructie verstaan, in om het even welk materiaal, die zich langsheen de openbare weg bevindt, of op om het even welke plaats in de open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, bestemd om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, hechting, beschildering of door gebruik van om het even welk ander middel, met uitzondering van de constructies die men aantreft als uithangborden en signalisatie van wegen, locaties en instellingen van algemeen nut, of met een toeristische bestemming;

Artikel 3

Het tarief van de belasting wordt voor het jaar 2022 vastgesteld op:

- 375 EUR / per m² / reclamebord / jaar;

Het jaarlijkse tarief, vastgelegd op 1 januari, wordt geïndexeerd met 2,5 % per jaar, overeenkomstig onderstaande tabel:

Dienstjaar 2023	Dienstjaar 2024	Dienstjaar 2025
384,38 EUR	393,99 EUR	403,84 EUR

Het bedrag van de belasting wordt berekend per m² van de nuttige oppervlakte, dat wil zeggen de oppervlakte die kan gebruikt worden voor reclame, met uitzondering van de omlijsting.

Voor de reclameborden voorzien van meerdere zijden met reclame, wordt het bedrag van de belasting vermenigvuldigd met het aantal zijden met reclame.

Voor digitale reclameborden of reclameborden uitgerust met een systeem waarmee

meerdere reclames op eenzelfde zijde achtereenvolgens worden getoond, wordt de belasting verviervoudigd.

Indien de oppervlakte van het reclamebord verschillend is dan de zichtbare oppervlakte met reclame, wordt de belasting berekend op basis van de zichtbare oppervlakte met reclame.

Artikel 4

De belasting is geheel verschuldigd voor het hele lopende jaar, ongeacht sinds wanneer en tot wanneer het reclamebord gebruikt wordt.

Er wordt geen enkele vermindering of teruggave toegestaan ongeacht de reden.

Artikel 5

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in wiens naam de vergunning voor het plaatsen van het reclamebord afgeleverd werd door de bevoegde gemeentelijke overheid.

Bij gebrek aan vergunning van de bevoegde gemeentelijke overheid, wordt de belasting gevestigd ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de publiciteit aangeplakt werd.

De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het bebouwde of niet-bebouwde goed, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

Worden vrijgesteld:

- De reclameborden die op een bepaalde plaats de uitoefening van een handel of een bedrijf aankondigen;
- De borden gebruikt voor eigen rekening, door een publiekrechtelijke persoon, door een VZW of door een instelling van openbaar nut die geen winstoogmerk nastreeft;
- De borden geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten;
- De verkiezingspanelen geplaatst door de gemeente.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de erin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar.

De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur, de wijzigingen, verplaatsingen of verwijderingen van borden die in de loop van het jaar plaatsvonden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en voor alles wat niet geregeld zou worden in dit reglement, de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet

specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen betreffende de lokale fiscaliteit zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Dit reglement vervangt het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

18.05.2022/A/0021

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Saint Charles Borromée - Compte 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint Charles Borromée a fait parvenir à la Commune le compte de l'exercice 2021 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	116.359,67 EUR
DEPENSES	73.816,16 EUR
EXCEDENT	42.543,51 EUR

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, modifié par l'Ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la Circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la Nouvelle Loi communale;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le compte 2021 de la fabrique d'église Saint Charles Borromée.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

Madame Raiss, Madame Vandembemt et Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën
Financiën - Kerkfabriek Sint Karel Borromeus - Rekening 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint Karel Borromeus aan de gemeente de rekening van het dienstjaar 2021 heeft toegezonden;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	116.359,67 EUR
UITGAVEN	73.816,16 EUR
BONI	42.543,51 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de Ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de Wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de Ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de Nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de rekening 2021 van de kerkfabriek Sint Karel Borromeus.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt en Mevrouw Zamouri zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0022

Département Finances
Finances - Fabrique d'église Résurrection Molenbeek - Compte 2021.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Résurrection Molenbeek a fait parvenir à la Commune le compte de l'exercice 2021 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	356.452,65 EUR
DEPENSES	360.096,02 EUR
DEFECIT	3.643,37 EUR

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, modifié par l'Ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;
Vu la Circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;
Vu la Nouvelle Loi communale;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le compte 2021 de la fabrique d'église Résurrection Molenbeek.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

Madame Raiss, Madame Vandembemt et Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Verrijzenisparochie St-Jans-Molenbeek - Rekening 2021.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Verrijzenisparochie St-Jans-Molenbeek aan de gemeente de rekening van het dienstjaar 2021 heeft toegezonden;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	356.452,65 EUR
UITGAVEN	360.096,02 EUR
MALI	3.643,37EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de Ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de Wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële Omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de Nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de rekening 2021 van de kerkfabriek Verrijzenisparochie St-Jans-Molenbeek.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembemt en Mevrouw Zamouri zijn in de zaal

aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.
33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0023

Département Finances

Finances - Fabrique d'église Sainte-Barbe + Saint-Jean-Baptiste – Compte 2021

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe + Saint-Jean-Baptiste a fait parvenir à la Commune le compte de l'exercice 2021 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	62.148,54 EUR
DEPENSES	39.838,59 EUR
EXCEDENT	22.309,95 EUR

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, modifié par l'Ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la Circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la Nouvelle Loi communale;

DECIDE :

Article unique

D'émettre un avis favorable sur le compte 2021 de la fabrique d'église Sainte-Barbe + Saint-Jean-Baptiste.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

Madame Raiss, Madame Vandembemt et Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Barbara + Sint-Jan-Doper – Rekening 2021

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara + Sint-Jan-Doper aan de gemeente de rekening van het dienstjaar 2021 heeft toegezonden;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	62.148,54 EUR
UITGAVEN	39.838.59 EUR
BONI	22.309,95 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de Ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gezien de Wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;
Gezien de ministeriële Omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;
Gezien de Nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de rekening 2021 van de kerkfabriek Sint-Barbara + Sint-Jan-Doper;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandembempt en Mevrouw Zamouri zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

18.05.2022/A/0024

Département Services généraux et Démographie

Confirmation de l'Ordonnance de police du 12 mai 2022 concernant l'interdiction de l'événement prévu le 13 mai 2022 par Messieurs Filip Dewinter et Geert Wilders sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour du conseil communal ;

Vu l'article 134 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre F.F., ci-annexée, prise en date du 12 mai 2022, concernant l'interdiction de l'événement prévu le 13 mai 2022 par Messieurs Filip Dewinter et Geert Wilders sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police du Bourgmestre F.F. du 12 mai 2022 concernant l'interdiction de l'événement prévu le 13 mai 2022 par Messieurs Filip Dewinter et Geert Wilders sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

Madame Raiss, Madame Vandembempt et Madame Zamouri sont présents dans la salle, mais ne prennent pas part au vote.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Bekrachtiging van de Politieverordening van 12 mei 2022 betreffende het verbod van het evenement op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, gepland door de heren Filip Dewinter en Geert Wilders op 13 mei 2022.

DE RAAD,

Na de urgentie bij stemming te hebben aanvaard, stond dit punt niet op de dagorde van de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het bijgevoegde politiebepsluit van 12 mei 2022 van de wnd. burgemeester, als bijlage toegevoegd, betreffende het verbod van het evenement die op 13 mei 2022 door de heren Filip Dewinter en Geert Wilders op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek is gepland;

Overwegende dat het nodig is dit politiebepsluit te bekrachtigen;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het politiebepsluit van 12 mei 2022, als bijlage toegevoegd, van de waarnemend burgemeester, betreffende het verbod op het evenement die op 13 mei 2022 door de heren Filip Dewinter en Geert Wilders op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek is gepland, te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

Mevrouw Raiss, Mevrouw Vandenbempt en Mevrouw Zamouri zijn in de zaal aanwezig, maar nemen niet deel aan de stemming.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

18.05.2022/A/0025

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par le PTB et le CDH/Les Engagés concernant l'abattage rituel.

LE CONSEIL,

Introduction :

La question de l'abattage rituel s'est invitée et figure sur l'agenda politique du parlement bruxellois.

L'accord du gouvernement bruxellois ne mentionne nulle part vouloir se pencher sur la question de l'interdiction de l'abattage rituel en région bruxelloise.

Motion à soumettre au vote au conseil communal, déposées par le PTB et les Engagé(e)s concernant l'abattage rituel

Vu l'Article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme sur la Liberté de pensée, de conscience et de religion;

Vu l'Article 19 de la Constitution de la Belgique qui garantit la liberté des cultes ainsi que la liberté d'opinion ;

Considérant la demande d'une partie de la population molenbeekoise et bruxelloise concernant l'abattage rituel;

Considérant que l'interdiction de l'abattage sans étourdissement en Région Bruxelles-Capitale ne changera pas la demande, et ne diminuera en rien l'interdiction de l'abattage, mais fera disparaître encore des emplois dans notre région ;

Considérant que l'initiative parlementaire récente visant à interdire l'abattage sans étourdissement est considérée par une partie importante des communautés musulmane et juive comme une atteinte à leur liberté religieuse, comme le prouvent les plus de 100.000 signatures récoltées par une pétition ;

Considérant l'attachement de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au vivre ensemble, démontré par les multiples activités de rencontre interculturelle, et interculturelle ;

Considérant que l'interdiction de l'abattage sans étourdissement sur tout le territoire de la Région Bruxelles-Capitale aura comme conséquence une augmentation des abattages clandestins, ne respectant pas les conditions hygiéniques ni sanitaires légales, y compris les dépôts clandestins ;

Considérant que l'abattage aujourd'hui est faite par des bouchers professionnels ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le passé avait pour ces raisons appelé la Région à prévoir suffisamment de capacité d'abattage (rituel) et a déjà prévu une capacité d'abattage supplémentaire pour éviter les problèmes de salubrité et de dépôts clandestins de carcasse de moutons ;

Considérant que :

- il y a à se soucier du bien être animal tout au long de l'élevage, transport et abattage, et non exclusivement aux derniers secondes de la vie ;
- que les propositions débattues n'incluent pas dans l'interdiction la pêche et la chasse, pratiques ne garantissant pas non plus le bien être animalier ;
- que les débats récents visent pas tous les animaux, mais spécifiquement les ovins et les bovins ;
- Que de très nombreuses études scientifiques démontrent qu'en matière de souffrance subit par les animaux lors de l'abattage, la sacrifice lorsqu'elle est faite par des professionnels, fait le moins souffrir l'animal.

On ne peut se défaire d'une impression que cette thématique est instrumentalisée pour stigmatiser certaines communautés, et ne part pas d'un intérêt réellement général ;

Le conseil communal de Molenbeek:

- exprime sa volonté de préserver le vivre ensemble ;
- réitère son attachement aux principes constitutionnelle de la liberté religieuse et convictionnelle ;
- adresse aux Parlementaires bruxellois la demande de ne pas soutenir l'initiative parlementaire débattue récemment dans les médias visant à interdire l'abattage sans étourdissement ;

MOHAMED ELBOUAZZATI, Conseiller communale PTB*PVDA
AHMED EL KHANNOUSS, Conseiller communale Les Engagés(e)

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de PTB en CDH/Les Engagés

betreffende de rituele slachting.

Het punt wordt verdaagd.

18.05.2022/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
Conseiller communal DEFI, relative à la propreté publique - Report du
20/04/2022.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, dont le texte suit ;

Madame l'échevine de la propreté,

Suite à de nombreuses plaintes émanant de nos concitoyens qui se demandent s'ils ne vivent pas dans un bidonville, je vous interpelle afin d'avoir plus d'explications. Comme vous le savez, la loi communale attribue aux communes une large compétence en matière de propreté publique comprenant notamment les activités suivantes sur les voiries de notre :

- Balayage, curage d'avaloir, vidange des corbeilles urbaines, enlèvement des dépôts d'immondices, graffitis, déjections canines, etc.*

Les communes disposent également d'un pouvoir en matière de répression, notamment au niveau des petits gestes de malpropreté. Cela étant dit, je constate que tout cet arsenal financé par nos concitoyens ne sert pas à rendre notre commune plus propre et plus vivable. La propreté est l'urgence et celle-ci ne doit souffrir d'aucun retard ! Ce qui est, malheureusement, le cas, actuellement !

C'est pourquoi mes questions sont les suivantes :

- Quel est le montant des dépenses du personnel affecté aux activités de propreté publique ?*
- De combien de véhicules le service de propreté publique dispose-t-il pour effectuer ses missions ?*
- Pourriez-vous me dire combien d'agents communaux sont affectés au service de la propreté publique ?*
- Quel est le nombre d'agents affectés aux activités de nettoyage balayage et au vidage des corbeilles ?*
- En matière de répression, quel est le nombre d'agents qui sont chargés de la constatation des infractions liées la propreté publique ?*
- Quel est le nombre d'infractions constatées en 2020 et 2021?*
- Quel type de sanctions ont été infligées ?*

Merci d'avance pour vos réponses.

Rachid Ben Salah

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah,
Gemeenteraadslid DEFI, betreffende openbare netheid - Uitstel van 20/04/2022.

Het punt wordt verdaagd.

18.05.2022/A/0027 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Kalimbiriro,
Conseillère communale PS-SP.A, relative au ramassage des déchets par les
élèves.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Kalimbiriro, dont le texte suit :

A Mme Catherine Moureaux, chargée de l'enseignement francophone, Mr Jef Van Damme, chargé de l'enseignement néerlandophone, et à Mme Gloria Garcia Fernandez en charge de la propreté,

J'ai été témoin d'un événement, ou d'une opération menée par un groupe d'élèves dans le Haut de Molenbeek.

La dernière semaine de classe, avant les vacances de printemps, ce groupe d'élèves regroupés par équipe de trois, munis de sac poubelle blanc pour les uns, bleus pour les autres et jaunes pour les autres, accompagnés d'éducateurs, et de leurs enseignants sillonnaient de façon ludique les sentiers du Parc du Scheutbos.

Ils ramassaient tous objets indésirables qui traînaient dans les parages et les mettaient dans le sac correspondant.

Une belle leçon de civisme participative, qui combine plusieurs éléments dont ces élèves devront intégrer pour le restant de la vie, à savoir le travail en équipe, la responsabilisation et la protection de la nature...

Mesdames et Monsieur, je me suis demandée si cette opération ne pourrait pas être réalisée systématiquement en période blanche sur toute la commune, et je formule aussi la demande de mener cette opération en famille, le jour de la Journée sans voiture.

On terminerait l'opération dans nos beaux parcs sous forme de pic-nique, ou ailleurs.

D'avance merci pour l'attention que vous porterez à ce message.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Kalimbiriro,
gemeenteraadslid PS-SP.A, betreffende het ophalen van afval door scholieren.

Dit punt wordt van de agenda afgevoerd en omgezet in een schriftelijke vraag.

18.05.2022/A/0028 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
conseiller communal DEFI, concernant à la répartition des subsides relatifs au
prochain volet du Plan bruxellois de prévention et de proximité (2022-2024).

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, dont le texte suit :

Madame le bourgmestre,

Le 1er avril dernier, le ministre-Président a informé les dix-neuf communes d'une nouvelle clé de répartition des subsides relatifs au prochain volet du Plan bruxellois de prévention et de proximité (2022-2024).

Cette subvention régionale permet aux communes, entre autres, de financer leurs gardiens de la paix et d'autres services de prévention.

Pour de nombreuses communes de la région bruxelloise c'est une vraie douche froide.

Inutile de répéter l'effort et la disponibilité dont font preuves ces travailleurs qui sont intervenus dans toutes les circonstances que nous connaissons et qui aujourd'hui sont remercié par la crainte de perdre le travail...

Comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis très attaché au service de prévention et plus particulièrement aux femmes et aux hommes qui font un travail remarquable et qui ne sont pas considérés à leur juste valeur.

C'est un message étrange que le ministre-président nous envoie en sabrant dans les fonds de prévention.

C'est pourquoi, mes questions sont les suivantes :

- *Avons-nous à craindre des licenciements dans nos services de prévention ? Si oui, combien de postes sont menacés ?*
- *Qu'elle est votre sentiment sur sujet ?*

Merci à vous pour vos réponses

Rachid Ben Salah

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ben Salah,
gemeenteraadslid DEFI, betreffende de verdeling van de subsidies over de
volgende fase van het Brusselse plan voor preventie en proximateit (2022-2024).

De Raad neemt kennis.

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch,
conseiller communal LIDEM, relative à l'enquête lancée pour la rénovation du
parc Houwaert.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch, dont le texte
suit :

Bonjour Madame la Présidente,

*Je souhaite interpellier concernant l'enquête lancée pour la rénovation du parc
Houwaert.*

Mes questions:

Pourquoi une enquête sans toute boîte pour les riverains, premiers concernés?

Combien de réponses avez vous obtenue?

Quels sont les voix obtenues par chaque proposition?

Quel budget est prévu?

*Ce budget inclut-il les frais de sécurisation permanente, la rénovation de l'éclairage,
l'entretien régulier du site pour le jardinage et la propreté, et enfin une action forte
contre les consommateurs de drogues présents jours et nuits dans ce parc?*

En vous remerciant,

Michel Eylenbosch

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Eylenbosch,
Gemeenteraadslid LIDEM, over het onderzoek ingesteld voor de renovatie van
het Houwaertpark.**

De Raad neemt kennis.

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui,
Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à de fausses domiciliations
d'associations gérées par des mandataires locaux et subsidiées par des pouvoirs
locaux.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, dont le texte
suit :

Madame la bourgmestre,

*Par cette interpellation, je souhaite mettre en évidence une situation inédite et grave
qui pourrait avoir des répercussions pénales. Il s'est avéré que votre échevin du
commerce et son collaborateur, qui était par la même occasion candidat sur votre*

liste aux élections de 2018, sont responsables d'une asbl avec un siège social fictif.

En effet, le siège de ladite asbl se situe dans un logement social du patrimoine du Logement molenbeekois. Logement qui aurait été occupé pendant de longues années par ce même collaborateur dont par ailleurs, il n'habite plus là depuis plusieurs années. En revanche, le siège social de l'asbl est TOUJOURS inscrit à l'adresse du logement social et dont un citoyen molenbeekois y habite. C'est une situation illégale conformément à l'article 2 du contrat de bail qui stipule qu'il est interdit de changer la destination d'un logement social, puisqu'il est destiné uniquement à un usage privé d'habitation.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que cette même asbl a perçue des subsides pour un montant dépassant les 70.000 euros qui émanait de plusieurs pouvoirs subsidiant dont la commune de Molenbeek.

Je rappelle que ce même collaborateur a été licencié pour des faits graves en 2009. De plus, je rappelle également l'affaire des tapis rouges dont l'échevin du commerce et le collaborateur en question étaient responsables de l'illégalité du dossier qui a coûté à la commune plus de 35.000 euros.

Cette situation qui me semble être très particulière nécessite des réponses aux questions suivantes :

- Connaissez-vous la situation évoquée (domiciliation de l'asbl) ?
- Pourriez-vous me donner les montants de subsides perçus par cette asbl en 2018, 2019, 2020 et 2021 ?
- Que comptez-vous faire pour mettre fin à cette situation illégale ?

En vous remerciant d'avance de vos réponses.

Hamzaoui Taoufik

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Hamzaoui,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over valse domiciliëringen van
verenigingen die door plaatselijke mandatarissen worden beheerd en door de
plaatselijke autoriteiten worden gesubsidieerd.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui,
Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à deux clubs d'athlétisme privés
de terrain au stade du Sippelberg.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, dont le texte

suit :

*Madame la bourgmestre,
Les conseillers communaux ont été informés d'une situation grave. Les deux clubs historiques de Molenbeek en athlétisme ont été privés du terrain gazon du Sippelberg qu'ils ont occupé jusqu'à présent depuis 29 ans. Par cette interpellation, nous souhaitons comprendre les raisons de cette privation et de ce choix de décision. Nous voulons également comprendre s'il y a eu une décision du collège dans ce sens-là. Pouvez-vous également nous préciser s'il y a une stratégie globale en termes de créneau horaire dans ce complexe.*

En vous remerciant d'avance de vos réponses.

Hamzaoui Taoufik

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Hamzaoui,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over twee atletiekclubs die geen veld meer
hebben in het Sippelbergstadion.**

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0032

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Khannouss,
Conseiller communal cdH/Les Engagés, relative à l'octroi d'un avantage inédit à
un collaborateur d'échevin.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Khannouss, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,

Je vous signale que dans le cadre de ce dossier, nous avons déjà interpellé la tutelle et nous sommes en attente d'une réponse par rapport à la légalité.

En attendant, je vous interpelle dans le cadre de vos compétences de la gestion du personnel.

*Lors de l'engagement du collaborateur de
l'Echevin de l'économie, une décision a été prise par le collège pour un engagement
sous contrat niveau B.*

*Cela n'a pu se réaliser étant donné que l'intéressé n'a jamais eu le diplôme adéquat.
Finalement, le collaborateur a été engagé sous contrat C1(niveau CESS) avec une
prise en compte de...26 ans d'ancienneté !*

C'est justement la prise en compte de cette ancienneté qui pose question.

La règle dans toutes les administrations publiques du Royaume veut qu'un maximum de 6 années d'ancienneté utile en lien avec la fonction dans le secteur privé soient prises en considération.

Celle-ci doit être accompagnée de justificatifs bien entendu.

En lisant la délibération, il s'avère que non seulement plus de 6 années dans le secteur privé ont été prises en considération pour cet engagement mais en plus, plusieurs années ne sont pas du tout justifier !

À ce stade, une première question s'impose.

Comment l'intéressé a été engagé en 2010 par le CPAS sous un contrat niveau B alors qu'il ne possède pas le diplôme requis !

Vous comprendrez, que je me permets de poser cette question car il s'agit d'une personne engagée en politique qui de plus, a été sur la liste PS/SPa lors des élections d'octobre 2018.

Madame la bourgmestre,

▪ *Je souhaiterais savoir pourquoi dans dans toutes les délibérations d'engagement du personnel, aucune ancienneté n'est accordée sans justificatifs et elle se limite à 6 années lorsqu'elle a été acquise dans le secteur privé ?*

▪ *Est-ce que les travailleurs qui se sont vu refuser leur ancienneté peuvent introduire une demande de prise en compte de celle-ci sans justificatif comme c'est le cas pour le collaborateur de l'Echevin concerné ?*

▪ *Est-ce que d'autres membres des cabinets ont bénéficié de ce type de privilège ?*

En vous remerciant pour la précision de vos réponses.

Ahmed El khannouss

Chef de groupe

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer El Khannouss,
Gemeenteraadslid cdH/Les Engagés, over het toekennen van een ongeëvenaard
voordeel aan een medewerker van een schepen.

De Raad neemt kennis.

18.05.2022/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mutambayi,
Conseiller communal NVA, relative à la collecte des déchets ménagers à
Molenbeek.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi,

Gemeenteraadslid NVA, over de inzameling van huishoudelijk afval in Molenbeek.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi, waarvan de tekst volgt :

Geachte Burgemeester,

Zoals u weet is de netheid een zaak van ons allemaal. Propere straten dragen bij tot een gevoel van welbehagen en veiligheid terwijl vuil ander vuil aantrekt. De gebruikers van de openbare ruimte (inwoners, e.d.) zijn gebaat bij een propere straten.

De netheid is ook een van onze speerpunten maar sinds enige weken krijg ik regelmatig berichten binnen van burgers die klagen omdat hun huisvuil niet op tijd of veel te laat wordt opgehaald. Ik heb zelf de ronde van enkele straten gedaan om deze toestand waar te nemen.

Ik heb zelf vastgesteld dat huisvuil op meerdere locaties in onze gemeente lang blijft hangen.

Vandaar dat ik deze feiten onder de aandacht van het college wil brengen ...

In dit verband heb ik onderstaande vragen voor u :

- 1. Bent u op de hoogte van deze problematiek?*
- 2. Hoe komt dat? Wat zijn de oorzaken van deze toestand?*
- 3. Is een dergelijke situatie ook in omliggende gemeenten te zien?*
- 4. Op welk beleidsniveau ligt de verantwoordelijkheid hiervan? Lokaal en/of gewestelijk?*
- 5. Hoe denkt u deze situatie uit de wereld te helpen en op welke termijn?*
- 6. Hoe zit het op heden met uw beleid/visie omtrent de netheid van onze gemeente Sint-Jans Molenbeek ?*

Met dank voor uw antwoord,

Laurent Mutambayi,

Gemeenteraadslid N-VA

Dit punt wordt van de agenda afgevoerd en omgezet in een schriftelijke vraag.

18.05.2022/A/0034

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Evraud, Conseillère
communale MR, relative au caractère antisocial de Smartmove pour une
population précarisée.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Evraud, dont le texte suit :

Notre société doit évidemment évoluer pour répondre aux enjeux climatiques, doit-on pour cela impacter encore plus gravement nos concitoyens par des mesures antisociales pour imiter Singapour (6 millions d'habitants) ou Londres (plus de 9 millions d'habitants), dans notre petite Région Bruxelloise d'un million deux d'habitants ?

Le **tarif kilométrique** pour toutes les voitures individuelles et camionnettes qui y circulent devrait entrer en vigueur dans la **Région de Bruxelles-Capitale** à partir de 2022 d'après le site de Smartmove. Se targuant d'être un tarif « intelligent » il ne tient compte que de la distance parcourue, de la densité de la circulation au moment du déplacement et du type de véhicule.

Que vous ayez besoin d'un gros véhicule pour transporter votre matériel ou une voiturette électrique, que vous soyez prestataires de services avec l'interdiction du bruit pendant les heures dites creuses, parents ou grands-parents chargés du transport des enfants scolarisés, que vos déplacements de votre lieu de résidence impliquent des km pour votre travail ou que votre véhicule soit essentiel à cause des charges à transporter ou de vos difficultés physiques, on s'en moque complètement ... Tout le monde devrait, suivant ce site, penser que **SmartMove** sera « pratique » pour permettre aux voyageurs de calculer le montant du tarif kilométrique, de comparer des alternatives et d'opérer un choix de transport optimal (mazette ! C'est Alice au pays des merveilles), pour faire de la ville un lieu de vie et de travail agréable, sain et attrayant grâce à une mobilité rendue fluide par magie.

Voilà qui tient plus du lavage de cerveau que de la réalité :

- Les « adaptations » à une circulation prétendument fluide en ville obligent maintenant à faire des centaines de kilomètres inutiles en détours, contournements, rues fermées ou à sens unique, etc. qui, en coût au kilomètre, seront bien sûr une aubaine pour la Région pour qui les automobilistes ne sont que des vaches à lait. On a d'ailleurs de plus en plus de mal à trouver des prestataires qui acceptent de venir en ville, quant aux touristes, c'est sans commentaire.
- Taxer les camionnettes aux kilomètres parcourus, en leur ayant déjà supprimé la possibilité de se parquer, augmente pour le client le coût au déplacement des prestations fournies et est donc socialement, surtout dans le contexte de crise financière actuelle, une gestion d'irresponsables. Evidemment qu'au tarif où sont payés ces décideurs, la gestion de leurs frais ménagers n'a pas le même impact que pour les petits indépendants, les gagne-petit, pensionnés ou invalides ainsi méprisés déjà avec l'établissement des LEZ sans discernement et sans compensation.
- Nous connaissons tous des jeunes ménages qui finissent par devoir sacrifier leur bien-être pour l'achat d'un véhicule sans quoi ils ne pourraient plus gagner leur vie ou se retrouvent en burn out tant le temps des déplacements s'est allongé et est inconfortable. Oser parler de mobilité alternative est juste insultant quand on voit la lenteur des décisions pour les infrastructures utiles comme le RER ou les métros.
- Au prix du carburant, les rêveurs nantis qui décident de ce genre de mesures réalisent-ils qu'on ne fait plus de kilomètres inutiles pour le simple plaisir ? Qu'un rendez-vous en consultation, départ de son bureau ou une visite de plombier ne sont pas au choix après 20h ?
- Annoncer que « Les véhicules légers de faible cylindrée paieront moins que les véhicules lourds » quand on préconise des véhicules électriques - pourtant démontrés plus polluants que les thermiques en dessous de leur 100.000 km-dont les batteries pèsent lourds, est-ce cohérent ?

Pour toutes ces raisons, mes chers Collègues, puis-je vous demander d'inciter vos députés régionaux à faire entendre un peu de raison au Gouvernement Régional et au Collège de tenir compte de la précarité de notre population pour ne pas prendre, comme lors du dernier conseil, des décisions antisociales au niveau de la mobilité de notre Commune ?

Je vous remercie.

Danielle Evraud

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Evraud,
Gemeenteraadslid MR, over het asociale karakter van Smartmove voor een
precaire bevolking.**

Dit punt wordt van de agenda afgevoerd en omgezet in een schriftelijke vraag.

18.05.2022/A/0035 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mutambayi,
Conseiller communal NVA, relative à la sécurité à Molenbeek.**

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi,
Gemeenteraadslid NVA, betreffende de veiligheid in Sint-Jans Molenbeek.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi, waarvan de tekst volgt :

Geachte College van Burgemeester en Schepenen,

Dit schooljaar alleen al waren er zeker acht schietincidenten in onze mooie gemeente Sint-Jans Molenbeek, soms dodelijk en bijna steevast in het oude centrum.

Onze gemeente komt steeds meer in de media in verband met criminaliteit. Zo'n negatieve reclame heb ik als inwoner van Molenbeek niet nodig en u ook niet neem ik aan.

Zoals u weet hebt u als overheid al dan niet lokaal de plicht om structurele oplossingen te zoeken voor acute problemen die zich in uw jurisdictie (gemeente) aandienen. In die zin moeten wij alle mogelijke middelen inzetten om de toenemende gevallen van criminaliteit het hoofd te bieden. De tijden van Corona mogen geen excuus zijn voor de toename van criminaliteit op ons grondgebied.

Vandaar had ik de volgende vragen:

- 1. Zou u ons een stand van zaken kunnen geven omtrent de veiligheidssituatie van onze gemeente ?*
- 2. Op welke wijze wordt de situatie opgevolgd door het gemeentebestuur, de politie*

en/of stadsdiensten e.d. ?

3. Hebt u al samengezeten met Justitie, Binnenlandse zaken om een globale aanpak van de criminaliteit uit te stippelen?

4. In het verleden hebt u vaak geklaagd over het gebrek aan capaciteit waarmee u kampt. Hoe zit het nu? Hebt u die extra capaciteiten en middelen gekregen? Is dat nu voldoende?

5. Hoeveel manschappen hebt u van de federale regering/Biza bijgekregen?

6. Heeft de lokale politie de situatie onder controle?

7. Wetend dat de straffeloosheid de criminaliteit in de hand werkt (kan doen bloeien) hebt u concrete afspraken kunnen maken met de justitiële autoriteiten?

8. Hebt u als lokale overheid de veiligheidssituatie in zone Brussel-West nog onder controle? Is het niet de hoogste tijd voor een eengemaakte politiezone aangezien de criminaliteit maar blijft toenemen?

9. Waarom wordt in Molenbeek niet een vorm van zerotolerantie ingevoerd, zoals dat ook in andere gemeenten gebeurt in geval van aanhoudende misdaad? Dit zal waarschijnlijk een groter effect hebben?

10. Belangrijke gegevens hierin wijzen op de verantwoordelijkheid van de lokale autoriteit. De burgemeester heeft de verantwoordelijkheid om de veiligheid in onze gemeente te verzekeren. Zijn er nog maatregelen die u zou kunnen nemen dat u nog niet heeft gedaan?

Met dank voor uw antwoorden,

Laurent MUTAMBAYI,

Gemeenteraadslid N-VA

Dit punt wordt van de agenda afgevoerd en omgezet in een schriftelijke vraag.

18.05.2022/A/0036 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mutambayi,
Conseiller communal NVA, relative aux propos de Conner Rousseau sur
Molenbeek.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi,
Gemeenteraadslid NVA, betreffende de uitspraak Conner Rousseau (Vooruit).

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Mutambayi, waarvan de tekst volgt :

Geachte burgemeester,

Recent hebben wij de woorden van de voorzitter van uw coalitiepartner Vooruit gelezen en/of gehoord namelijk : “Quand je roule à Molenbeek, je ne me sens pas en Belgique”

Deze woorden hebben allerlei reacties uitgelokt. Voor inwoners van Molenbeek zoals ons is dat echt niet aangenaam om te horen. Zulke verklaringen tasten ongetwijfeld het imago van onze gemeente aan.

Vandaar had ik de volgende vragen:

- 1. Hoe hebt u als burgemeester van deze grote gemeente gereageerd? Wat vond je van deze woorden van de heer Rousseau?*
- 2. Als de heer Rousseau zich niet in België voelt waar voelt hij zich dan?*
- 3. Denkt u hier iets tegen te doen of te ondernemen de eer van onze inwoners te herstellen?*

*Met dank voor uw antwoorden,
Laurent MUTAMBAYI,
Gemeenteraadslid N-VA*

Dit punt wordt van de agenda afgevoerd en omgezet in een schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 23:55
Opheffing van de zitting om 23:55

La Secrétaire f.f.,
De wnd. Secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Marijke Aelbrecht

Catherine Moureaux